



 **CONSERVATEUR**

**OSER**  
*pour*  
**VRAI**

*Plateforme électorale du Parti conservateur du Québec 2026.*

● Page 12

Accroître l'accès aux soins de santé



# SOMMAIRE

*nos 4 grandes priorités*

● Page 17

Famille et logement



Économie & finances publiques

● Page 05

Autonomie du Québec & des régions

● Page 23



# OSER POUR VRAI

## Introduction

Il y a des moments dans l'histoire d'un peuple où l'heure n'est plus aux demi-mesures. Où les rafistolages ne suffisent plus. Où il faut regarder la réalité en face et choisir, avec lucidité et courage, la voie du vrai changement.

Au Québec, ce moment est arrivé.

Nos finances publiques n'ont jamais été aussi précaires. Notre cote de crédit a été rabaissée. Notre dette record dépasse les 384 milliards \$, soit 53 000 \$ par contribuable.

Des sommes faramineuses ont été dilapidées dans Northvolt, Lion Électrique et Cie. Et nous demeurons bien sûr parmi les contribuables les plus taxés en Amérique.

En santé, un demi-million de Québécois attendent un médecin de famille et près de 900 000, une consultation auprès d'un spécialiste. Et que fait la CAQ ? Elle crée Santé Québec, une nouvelle couche de bureaucratie. Comme si le système en manquait.

Le coût de la vie ne cesse de grimper. L'épicerie, le logement, le transport. Pour une génération entière de jeunes Québécois, devenir propriétaire et fonder une famille n'est plus une possibilité emballante, mais un rêve qui s'amenuise chaque année.

Ce portrait sombre mais réaliste n'est pas une fatalité. La cause profonde, c'est un modèle québécois désuet et une classe politique qui manque de lucidité, de vision et de courage pour faire les choses qui fonctionnent. L'un et l'autre, on peut les changer.

Les Québécois ont toujours su relever les défis. Depuis des siècles, nous avons bâti une nation dans un territoire immense et une nature impitoyable. Nous avons préservé notre langue, développé notre économie et construit nos institutions. Nous n'avons jamais manqué de talent, de détermination ou de ressources pour réussir.

Ce qui nous a souvent manqué, en revanche, c'est un gouvernement visionnaire et déterminé à la hauteur de nos ambitions. C'est pourquoi le PCQ s'engage à incarner ce vrai changement par le biais de quatre priorités bien concrètes et assumées.

D'abord, **accroître la richesse des Québécois** en levant les obstacles aux entrepreneurs, en développant nos ressources ici plutôt que d'en priver nos travailleurs, en réduisant un fardeau fiscal qui étouffe l'initiative et les contribuables. Un Québec plus prospère est un Québec qui peut mieux prendre soin de son monde avec des services publics efficaces.

Ensuite, **augmenter l'offre de soins en santé** en permettant au secteur privé de contribuer davantage là où le secteur public est débordé, comme le font avec succès les pays européens les plus performants. Non pas pour abandonner le système public, mais pour qu'il respire enfin. Permettre aussi une plus grande accessibilité aux soins de santé en permettant à un patient d'aller au privé avec sa carte d'assurance maladie si les délais d'attente sont déraisonnables ou si l'intervention médicale coûte moins cher au privé.

Puis, **redonner de l'oxygène aux familles** en allégeant les impôts, en rendant la propriété accessible, la garde des enfants plus abordables et en redonnant aux Québécois la conviction que l'on peut encore bâtir sa vie ici, pas seulement la survivre.

Et enfin, **renforcer notre autonomie au sein du Canada** en assumant pleinement nos compétences et en rapatriant les pouvoirs nécessaires pour s'épanouir pleinement en français et selon nos propres choix. Un principe que nous nous engageons à appliquer aux régions afin de rapprocher la prise de décisions du terrain.

Ce n'est qu'un début. Dans les prochaines semaines, nous dévoilerons d'autres propositions sur une foule de sujets importants qui vous tiennent à cœur. comme l'éducation, la culture, l'immigration, la justice.

Les Québécois en ont assez. Assez des listes d'attente, du coût de la vie qui grimpe, des milliards engloutis. Maintenant, ils veulent des solutions et des vraies. Moins de bureaucratie, plus de résultats. Moins de taxes, plus de prospérité. Moins de gestion du déclin, plus d'ambition pour l'avenir.

**Oser pour vrai**, c'est ça : choisir les solutions qui fonctionnent plutôt que les recettes du passé.

Le 5 octobre prochain, le Québec choisit son avenir. Entre le statu quo et le vrai changement. Entre gérer le déclin et bâtir le Québec de demain.

Alors, le 5 octobre, allez voter. Et si vous souhaitez comme nous un vrai changement, votez PCQ.

Éric,



## Contexte

*Depuis plusieurs décennies, l'État québécois a pris une place toujours plus importante dans la société. Nous avons construit un modèle qui promettait de protéger les citoyens vulnérables, d'assurer l'égalité des chances et de garantir l'accès universel aux services publics.*

*Or, force est de constater que ce modèle a failli à sa promesse, comme l'ont souligné avec lucidité l'ancien premier ministre Lucien Bouchard dans le Manifeste des Lucides et, plus récemment, l'ancien ministre péquiste Joseph Facal dans ses chroniques du Journal de Montréal.*

*Les résultats des dernières décennies sont plus que mitigés. Le modèle québécois ne livre tout simplement plus la marchandise.*

# Économie & finances publiques

**Les résultats des dernières décennies sont plus que mitigés. Le modèle québécois ne livre tout simplement plus la marchandise.**

### Constats accablants

Plusieurs études, rapports et sondages indépendants le démontrent clairement :

a) Les dépenses publiques ont connu une croissance vertigineuse depuis les 25 dernières années. Sous le seul gouvernement de la CAQ, les dépenses des trois principaux ministères ont augmenté de 56%, soit deux fois et demi le taux d'inflation.

La qualité des services a-t-elle progressé au même rythme ? Au contraire, elle a plutôt diminué. La solution traditionnelle consistant à « réinvestir » toujours plus d'argent dans le modèle actuel ne fonctionne manifestement plus.

b) Qui plus est, les Québécois subissent cette médiocrité de services tout en supportant l'une des pressions fiscales les plus élevées en Amérique du Nord.

# 25 années

de croissance vertigineuse des dépenses publiques, sans véritable ralentissement.

## 56%

de hausse en un seul mandat : la CAQ dépense bien au-delà de l'inflation.

40 milliards \$ de déficit en  
maintien des infrastructures



Les entreprises québécoises doivent composer avec un fardeau fiscal et réglementaire nettement plus lourd que celui de leurs concurrentes ailleurs sur le continent. En additionnant les taxes sur la masse salariale, les cotisations, les droits, les écofrais, les redevances environnementales, les permis, les taxes foncières et municipales ainsi que les autres prélèvements, le coût de faire des affaires au Québec freine l'investissement, la croissance et la création de richesse.

c) Le fardeau réglementaire est devenu écrasant. Le Québec compte aujourd'hui 146 000 exigences réglementaires et législatives, soit plus du double de celles en vigueur en Alberta. L'appareil administratif requis par cette prolifération réglementaire est de plus en plus lourd et complexe. En proportion de sa population, le Québec emploie environ 41 700 fonctionnaires de trop (hors réseaux de la santé et de l'éducation) par rapport à l'Ontario.

d) Notre économie demeure significativement moins productive que celle de plusieurs juridictions comparables. Le Québec figure parmi les plus « pauvres » en termes de richesse économique produite par personne en Amérique du Nord, juste au-dessus du Mississippi et aux côtés des provinces canadiennes les plus faibles.

e) Nos infrastructures se détériorent rapidement. Le déficit de maintien des actifs du gouvernement du Québec – c'est-à-dire les sommes nécessaires pour remettre en état satisfaisant les bâtiments, routes, écoles et autres infrastructures publiques – dépasse les 40 milliards de dollars, soit près de 9 000 \$ par contribuable qui paie de l'impôt.

f) Plus grave encore, la jeune génération doute désormais de la capacité du Québec à lui offrir un avenir plus prospère. Nous assistons à un exode net historique de Québécois, particulièrement des jeunes instruits, vers l'Ontario, l'Alberta ou l'Ouest canadien, à la recherche de meilleures opportunités.

### Les causes du statu quo

Les constats sont clairs. Le Québec tire de l'arrière et s'enlise. Mais alors, pourquoi les gouvernements passés n'ont-ils rien fait pour renverser la vapeur?

Au fil des ans s'est installée une « Sainte Trinité » qui a tout intérêt à maintenir le statu quo et à nous faire croire que le sacro-saint « modèle québécois » fonctionne à merveille ou qu'il suffirait d'y injecter encore plus d'argent pour qu'il livre enfin la marchandise.

## **CETTE COALITION DU STATU QUO REPOSE SUR TROIS PILIERS :**

- Les groupes d'intérêts qui cherchent constamment des avantages sous forme de subventions, privilèges, rentes, monopoles, protections tarifaires, barrières à la concurrence et cotisations assimilables à des taxes ;
- Les politiciens qui, pour se faire réélire, évitent soigneusement de contrarier ces groupes et préfèrent acheter la paix plutôt que d'opérer les réformes nécessaires ;
- La fonction publique qui, de son côté, cherche naturellement à se rendre indispensable, à protéger ses emplois, à accroître sa taille en poussant à l'adoption de nouvelles lois et réglementations.

**Aucun de ces trois acteurs n'a véritablement intérêt à remettre en cause l'assiette au beurre du modèle actuel.**



**Le PCQ est bien au fait du défi que représente le changement proposé.**

# Un changement de paradigme est rendu nécessaire.

Nous sommes arrivés à un point de rupture. Les pays nordiques d'Europe ont connu une situation similaire au début des années 1990 : confrontés à la quasi-insolvabilité, ils ont été forcés de repenser profondément leur modèle. Aujourd'hui, ces pays affichent des résultats nettement supérieurs à notre modèle bureaucratique.

Un changement de paradigme s'impose donc au Québec : il faut repenser l'approche et moderniser en profondeur le vieux modèle étatiste.

## NOS VALEURS ET NOS PRINCIPES

La quête d'une **prospérité durable, génératrice d'abondance** pour tous les Québécois, est nécessaire et souhaitable car elle permet de réduire la pauvreté, ce qui allège la pression sur l'environnement tout en favorisant la prospérité et l'épanouissement humain.

Plus de productivité, c'est plus de prospérité et plus de création de richesse. Cette richesse est indispensable au financement de services publics de qualité, d'infrastructures modernes et d'une véritable égalité des chances. Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer, mais il doit créer les conditions de cette prospérité plutôt que chercher à s'y substituer par un étatisme systématique.

**L'État ne crée pas la richesse :** ce sont les citoyens, les travailleurs, les entrepreneurs et les entreprises qui la créent. La liberté économique est la condition sine qua non de cette création de richesse.

**L'argent n'appartient pas à l'État :** il appartient aux contribuables. L'État n'en est que le gestionnaire et le fiduciaire dans le cadre d'un contrat social clair : les citoyens remettent une partie de leurs revenus en échange de services publics efficaces et bien gérés.

Nous avons confiance en l'ingéniosité et au bon sens des Québécois. Lorsqu'on leur donne les bons incitatifs et la liberté d'agir, la grande majorité se mobilise de façon dynamique, productive et souvent audacieuse.



# Principes directeurs

1

Recentrer l'État sur ses missions essentielles.

2

Pour les services qui ne doivent pas nécessairement être fournis exclusivement par l'État, choisir le fournisseur (public ou privé) le mieux équipé pour servir la population.

3

Appliquer rigoureusement le principe de subsidiarité : les décisions doivent être prises au niveau le plus proche des citoyens concernés.



Nous proposons 17 tables décisionnelles régionales, présidées par le ministre responsable de chaque région, disposant chacune d'un réel pouvoir sur l'immigration, le développement économique, les ressources naturelles (mines et foresterie), l'environnement et d'autres enjeux locaux.

# Engagements

## CHANTIER 1 : ATTEINDRE LE DÉFICIT ZÉRO EN QUATRE ANS

- **Réduction des aides aux entreprises** : Diminution importante et ciblée des subventions directes et des crédits d'impôt. Cela inclut la fin du Fonds du développement économique et le recentrage strict d'Investissement Québec sur sa mission originale de prêteur de dernier recours là où le secteur privé ne répond pas.
- **Contrôle rigoureux des dépenses** : Gel permanent des embauches dans la fonction publique et réduction graduelle de 5,6 % par année grâce principalement à l'attrition. Révision de programmes par le nouveau Conseil du trésor et de l'efficacité gouvernementale, dont notamment le Fonds vert (FECC). Aucun nouveau programme ne pourra être adopté par la suite sans qu'une mesure d'économie équivalente soit identifiée. Adoption d'une loi sur le contrôle des dépenses limitant la croissance des dépenses publiques à l'inflation plus la croissance démographique et effort supplémentaire pour toutes les dépenses non-salariales jusqu'à l'atteinte de l'objectif « déficit zéro ».
- **Modernisation numérique de l'État** : Accélération majeure de la numérisation, en s'appuyant sur l'intelligence artificielle et les recommandations de la Commission Gallant, afin de rendre les services plus accessibles, efficaces et moins coûteux.

Le PCQ s'engage à mettre en œuvre quatre chantiers prioritaires.

## CHANTIER 2 : RENDRE NOS ENTREPRISES PLUS COMPÉTITIVES

- **Baisse majeure du fardeau fiscal des sociétés** : L'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) est particulièrement nuisible car il augmente le coût du capital et décourage l'investissement et l'innovation. Le PCQ utilisera les économies réalisées grâce à la réduction des aides aux entreprises (chantier 1) pour abaisser le taux général de l'IRS. L'objectif du PCQ est que le Québec se classe parmi les 8 à 12 juridictions les plus compétitives et attractives d'Amérique du Nord.
- **Déréglementation et libéralisation** : Lancement d'un vaste chantier de révision réglementaire confié au Conseil du Trésor et de l'efficacité gouvernementale, inspiré des succès de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Par la suite, application de la règle « un pour un » (ou mieux), c'est-à-dire pour chaque nouveau règlement adopté, un règlement existant ou plus doit disparaître.

Exemples phares : libéralisation de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures et réduction réelle du nombre de ministères à maximum 20, avec une diminution concrète de la réglementation et des effectifs qui en découlent.

### CHANTIER 3 : RÉDUIRE LE FARDEAU FISCAL DES PARTICULIERS

- Une fois les mesures enclenchées pour atteindre le déficit zéro, le PCQ mettra en œuvre la plus importante baisse d'impôt des particuliers et de taxes à la consommation de l'histoire du Québec.
- Un gouvernement du PCQ se retirera aussi du marché du carbone (SPEDE) pour alléger le fardeau fiscal des automobilistes à la pompe.

### CHANTIER 4 : RÉNOVER LES INFRASTRUCTURES

- **Priorité absolue au maintien des actifs existants** : nous porterons la part des investissements consacrée à l'entretien de 65 % à 75-80 % et ce, tant que le déficit de maintien des actifs de 40 milliards \$ ne commencera pas à se résorber.
- Pour les nouvelles infrastructures, nous nous limiterons aux projets les plus névralgiques et à fort impact économique (ex. : 3e lien, nouvelles usines de traitement des eaux usées).
- Nous explorerons activement les partenariats publics-privés bien encadrés, qui permettent de transférer les risques de construction et d'entretien au secteur privé.
- Au cours de la campagne électorale, le PCQ dévoilera progressivement son plan complet pour moderniser le modèle québécois.



A photograph of two men in business attire giving thumbs up. The man on the left has curly hair and is wearing a dark suit. The man on the right has short hair, wears glasses, and a blue suit. They are standing in front of a wooden wall with small potted plants.

# Accroître l'accès aux soins de santé

Les patients avant les structures  
Le Québec mérite mieux

Pendant trop longtemps, les Québécois ont entendu les mêmes promesses.

- On leur a promis davantage d'accès.
- On leur a promis de nouvelles structures.
- On leur a promis de nouvelles réformes administratives.

# Pourtant, une réalité demeure.

- **Des parents avec leur enfant attendent de longues heures dans les urgences sans pouvoir consulter un médecin, au point même parfois de rebrousser chemin.**
- **Des aînés en attente d'une chirurgie vitale angoissent et souffrent de voir leur état se détériorer.**
- **Des centaines de milliers de Québécois sont toujours en attente d'un médecin de famille qu'on leur promet depuis des lustres.**

Pendant ce temps, des milliers de professionnels compétents consacrent une partie grandissante de leur temps à naviguer dans une bureaucratie qui leur met des bâtons dans les roues plutôt que de les aider à prodiguer les soins.

Le Québec possède pourtant des professionnels de la santé parmi les plus qualifiés au monde.

Le problème n'est pas leur compétence ou leur bonne volonté. Le problème réside en un système devenu trop lourd, trop lourd que plusieurs n'hésitent pas à qualifier de "mammoth" : trop centralisé, trop directif et trop orienté envers ses propres structures et intérêts plus que ceux des patients dont il a la charge.

**Le Québec mérite mieux. Beaucoup mieux.**

## Notre vision

Au PCQ, nous croyons que la santé constitue l'une des premières responsabilités de l'État.

Nous croyons profondément en un régime universel, mais l'universalité n'a de valeur que si elle garantit un accès réel à des soins de qualité, dans un délai médicalement raisonnable.

Nous refusons le faux choix entre le tout public et le tout privé.

Les Québécois ne demandent pas un débat idéologique.

Ils veulent être soignés.

Peu importe que les soins soient offerts dans un établissement public, universitaire, indépendant ou privé, une seule question doit guider les décisions :

**Le patient recevra-t-il de meilleurs soins, plus rapidement et au meilleur coût pour les contribuables?**

Si la réponse est oui, cette option doit être privilégiée. Parce que notre allégeance ira toujours aux patients. Jamais aux structures.

# Notre engagement fondamental

Nous croyons qu'une carte d'assurance maladie ne devrait jamais donner accès uniquement à une liste d'attente.

**ELLE DEVRAIT DONNER  
ACCÈS À DES SOINS.**

C'est pourquoi un gouvernement du PCQ prendra un engagement clair.

Lorsqu'un traitement ne pourra être offert dans un délai médicalement raisonnable par le réseau public, le patient pourra utiliser sa carte d'assurance maladie afin d'obtenir ce traitement auprès d'un autre prestataire qualifié, sans frais supplémentaires.

Et lorsqu'un établissement sera capable d'offrir un soin équivalent plus rapidement et à moindre coût, tout en respectant les mêmes standards de qualité et de sécurité, le gouvernement devra privilégier cette option.

**Notre responsabilité n'est  
pas de protéger un modèle.**

**Notre responsabilité est  
de soigner les Québécois.**



## Nos aînés méritent mieux

Nos aînés ont bâti le Québec d'aujourd'hui. Ils ont travaillé toute leur vie, élevé leur famille, payé leurs impôts et contribué à financer le système de santé dont nous bénéficions tous.

Ils méritent de vieillir dans la dignité, le plus longtemps possible dans leur milieu de vie, entourés de leurs proches lorsqu'ils le souhaitent. Trop souvent, des retards d'accès aux soins, un manque de soutien à domicile ou l'absence de services adaptés accélèrent inutilement la perte d'autonomie et augmentent la pression sur les hôpitaux et les centres d'hébergement.

Un gouvernement du PCQ s'engagera à renforcer l'accès aux soins et aux services de proximité afin de permettre à un plus grand nombre d'aînés de demeurer à domicile en toute sécurité aussi longtemps que leur état de santé le permettra.

Après avoir consacré une vie entière à bâtir le Québec, nos aînés méritent un système de santé qui soit enfin là pour eux lorsqu'ils en ont le plus besoin.

# Nos grandes priorités

**Pour concrétiser cette vision, un gouvernement du PCQ prendra les engagements suivants.**

## **REDONNER LE POUVOIR AU TERRAIN**

Nous rapprocherons les décisions des patients, des établissements et des professionnels afin que les solutions puissent enfin émerger du terrain plutôt que d'une bureaucratie centralisée.

## **AUGMENTER DURABLEMENT L'ACCÈS AUX SOINS**

Nous formerons davantage de professionnels, attirerons les talents et permettrons à chacun d'exercer pleinement ses compétences afin d'augmenter la capacité réelle du réseau.

## **RÉDUIRE LA BUREAUCRATIE**

Chaque heure consacrée à la paperasse est une heure perdue pour un patient.

Nous entreprendrons une vaste modernisation administrative afin que les professionnels puissent consacrer davantage de temps aux soins.

## **IMPUTABILITÉ ET RÉSULTATS**

Nous voulons un réseau où les établissements sont imputables de la qualité de leurs services et évalués en fonction de critères d'excellence tels la rapidité d'accès, la qualité des soins, l'expérience des patients et les résultats obtenus.

## **ENCOURAGER L'INNOVATION**

Le Québec regorge de professionnels et d'équipes capables d'innover. Nous leur donnerons davantage de liberté afin que les meilleures idées puissent bénéficier rapidement à l'ensemble de la population.

## **PRÉSERVER L'UNIVERSALITÉ**

Nous préserverons un régime universel tout en modernisant la façon dont les soins sont organisés afin que chaque

Québécois puisse recevoir les soins dont il a besoin, au moment où il en a besoin.

Afin d'offrir davantage de choix aux Québécois tout en préservant un régime universel, un gouvernement du PCQ permettra l'assurance privée duplicative, comme cela existe déjà dans plusieurs pays de l'OCDE. Cette mesure contribuera à augmenter la capacité globale du système, à améliorer l'accès aux soins et à réduire la pression sur les listes d'attente.

## **Sport et prévention :**

Parce que la prévention commence bien avant la maladie, un gouvernement du PCQ mettra davantage de l'avant l'activité physique et le sport, notamment à l'école.



# Le Québec peut réussir

Nous refusons de croire que les longues listes d'attente sont une fatalité.

Partout dans le monde, des systèmes comparables au nôtre démontrent qu'il est possible d'offrir des soins plus rapidement, avec une meilleure accessibilité et une utilisation plus efficace des ressources.

Le Québec possède tous les atouts pour réussir cette transformation.

Nos professionnels sont compétents.  
Nos établissements disposent d'une expertise reconnue.  
Nos citoyens méritent un système de santé à la hauteur de leurs attentes.

Au cours de la campagne électorale, le PCQ dévoilera progressivement son plan complet pour moderniser notre système de santé.

Parce qu'en santé, notre seule priorité sera toujours la même : **Remettre les patients au cœur de toutes les décisions.**



The background image shows a portion of a modern, two-story house with a light-colored exterior and a dark roof. A large, dark blue semi-transparent rectangle is overlaid on the image, serving as a background for the text. The text is white and centered within the rectangle. The house features a prominent chimney and a large window with white shutters. The foreground shows a paved driveway and some landscaping with rocks and plants.

# Famille et logement

**Renouer avec une culture pro-famille, et augmenter  
l'accès à la propriété pour les jeunes familles**

# Contexte

*Le Québec est une histoire de famille. Pendant longtemps, notre nation a prospéré grâce à ses familles nombreuses et solidaires, et au filet social à échelle humaine qu'elles offraient.*

*Au tournant des années 2000, le Québec a adopté la politique familiale la plus généreuse en Amérique du Nord, et jouissait en 2007-2008 d'un taux de natalité élevé parmi les pays développés, à plus de 1,7 enfants par femme.*

*Dans les dernières années, les naissances au Québec ont grandement chuté, si bien que le Québec a atteint un creux historique de 1,34 en 2024.*

**Les décès sont maintenant plus nombreux que les naissances.**

*Malgré tout, les Québécoises et les Québécois désirent toujours deux enfants ou plus, comme le montrent les sondages réalisés sur la question<sup>1</sup>.*

*L'écart grandissant entre le désir d'enfant et les naissances réelles est inquiétant, car il signale qu'une génération réussit moins à réaliser ses aspirations familiales que celle de ses parents.*

*L'économie, l'accès à la propriété et la hausse du coût de la vie peuvent expliquer en partie cet écart entre le désir des jeunes de fonder une famille et la réalité.*

*Dans les années 1980, l'Allocation à la naissance du gouvernement Bourassa a contribué à valoriser la parentalité, ainsi qu'à donner aux familles les moyens de réaliser leurs projets, faisant augmenter la natalité québécoise de manière conséquente.*

*Le Québec doit retrouver une culture pro-famille, qui valorise les liens les plus importants dans nos vies, et donne aux jeunes les moyens de réaliser leur projet familial.*

*Les parents de jeunes enfants doivent composer avec un système de garderies qui n'a pas réussi à remplir ses promesses, alors que l'offre n'a jamais rattrapé la demande en 30 ans.*

*Ainsi, plus de 30 600 enfants sont présentement sur une liste d'attente, et les parents qui n'ont pas de place subventionnée doivent supporter des coûts plus élevés et inéquitables<sup>3</sup>.*

**Le Québec a besoin d'un système plus flexible, qui soutient une pluralité de choix de garde.**

---

<sup>1</sup> Ministère de la Famille du Québec, « [Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils \(encore\) avoir des enfants?](#) », Bulletin Quelle famille? - 2022

<sup>2</sup> K. Milligan, « [Quebec's Baby Bonus : Can Public Policy Raise Fertility?](#) », Institut C.D. Howe, 2002

<sup>3</sup> Robert-Angers, P. Fortin et L. Godbout, « [Examen de l'arrimage entre besoins des enfants et offre de services de garde éducatifs au Québec](#) ». Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques, 2025.

## La crise du logement nuit également aux familles québécoises.

L'accès à la propriété est devenu plus difficile que jamais pour les jeunes, principalement en raison d'une surréglementation qui fait grimper les coûts de construction et empêche l'offre de répondre à la demande. Selon la SCHL, le Québec aurait besoin de construire 1,2 millions de nouveaux logements d'ici 2030 pour rétablir l'abordabilité, un objectif qu'il est loin d'atteindre présentement <sup>4</sup>.

La réglementation actuelle favorise surtout la construction densifiée dans les centre-villes, au détriment des maisons unifamiliales pour la classe moyenne, qui demeurent pourtant désirées par les familles. Pour recommencer à bâtir au Québec, il faut de toute urgence libéraliser le secteur de la construction, et ainsi permettre aux entrepreneurs de bâtir davantage, avec des contraintes moindres qui leur permettront d'offrir des habitations de types multiples, à prix plus compétitif. La construction de logements neufs permet également de libérer des logements plus abordables pour les ménages à faibles revenus <sup>5</sup>.

Pour aider les familles défavorisées touchées par la crise du logement, le gouvernement doit s'en tenir à ce qu'il fait le mieux. Les logements sociaux construits par l'État coûtent de plus en plus cher, et dépassent maintenant 450 000\$ par unité en moyenne <sup>6</sup>, alors que les maisons des aînés dépassent 1M\$ par chambre en coûts de construction seulement <sup>7</sup>.

L'entretien est aussi négligé : à Montréal, la proportion de logements sociaux en mauvais état est passée de 47,6 % à 79,2 % entre 2019 et 2023 <sup>8</sup>.

Afin d'aider concrètement les personnes dans le besoin avec leur loyer, il est plus économique et plus efficace de les soutenir directement, à travers des programmes comme l'Allocation-logement.

Le PCQ est résolument pro-famille. Il défend l'ambition des jeunes qui travaillent fort, qui désirent accéder à la propriété et qui souhaitent fonder une famille. Pour avoir des familles prospères, le Québec doit se remettre à bâtir des logements, incluant des maisons unifamiliales, en enlevant les contraintes réglementaires qui nuisent à la construction.



<sup>4</sup> Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Pénurie de logements au Canada. Mise à jour sur la quantité de logements nécessaire d'ici 2030 », 2023

<sup>5</sup> Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Effet de filtrage au Canada. Le prix est-il juste? », 2026,



# Nos principes

## Avoir une famille est une aspiration fondamentale

Chaque Québécois appartient à une famille. Ces liens profonds et sacrés sont le socle sur lequel la société est fondée. Le gouvernement doit renforcer la solidarité familiale, notamment envers les enfants en bas âge et les aînés. Former une famille est une aspiration essentielle, et les jeunes générations doivent y avoir accès autant que les précédentes.

### LES PARENTS SAVENT CE QUI EST MIEUX POUR LEURS ENFANTS

Les parents doivent avoir l'autonomie nécessaire pour faire les choix qu'ils désirent pour leur famille.

Les CPE, les milieux familiaux, les garderies subventionnées et non-subventionnées, ainsi que les modes de garde informels comme le recours à une gardienne ou à un membre de la famille, sont tous des choix légitimes. Ce n'est pas au gouvernement de choisir à leur place en finançant seulement certains modes de garde, ou en réduisant les options disponibles pour les parents.

## La crise du logement vient de la surréglementation qui limite l'offre

La priorité pour mettre fin à la crise du logement est d'enlever les bâtons dans les roues du secteur de la construction résidentielle. La surabondance de métiers à certification obligatoire, le manque de mobilité entre les régions, les exigences croissantes du Code du bâtiment, la difficulté d'avoir accès à des terrains rapidement et les contraintes réglementaires autour

de la construction résidentielle font baisser la productivité et augmenter les coûts<sup>9</sup>.

## AIDER LES LOCATAIRES À FAIBLE REVENU EST PLUS EFFICACE QUE SUBVENTIONNER DU BÉTON

Le gouvernement n'est pas efficace lorsqu'il se comporte comme un promoteur immobilier ou un propriétaire de logements.

Des programmes comme l'Allocation-logement, qui soutient concrètement les locataires à faible revenu avec un montant mensuel, a un impact plus élevé et à meilleur prix que, que la construction et la gestion de logements par l'État.

<sup>6</sup> Charles Lecavalier, « Des logements abordables de plus en plus chers à construire », La Presse, 24 avril 2024. - <sup>7</sup> Maxime Bergeron, « 1,8 million la « porte » : j'hallucine ou quoi ? », La Presse, 8 mai 2025. - <sup>8</sup> Gabriel Ciguère, « La Ville de Montréal ne devrait pas intervenir sur le marché du logement », Institut économique de Montréal, 2024. - <sup>9</sup> Philippe Gougeon, « Productivité dans le secteur de la construction et impact d'accroître la polyvalence des métiers », AppEco, 2023.

# Le Parti conservateur s'engage à :



**1**

## **Aider les Québécois à réaliser leur projet familial**

Donner aux jeunes qui désirent devenir parents, les moyens financiers nécessaires à la naissance d'un enfant, en proposant une baisse des impôts historique pour la famille moyenne et, si nécessaire, d'autres mesures plus ciblées.

**3**

## **Libéraliser la construction de logements**

Favoriser la polyvalence et la mobilité dans l'Industrie de la construction, simplifier le Code du bâtiment du Québec et alléger les contraintes qui pèsent sur la construction résidentielle. Au cours de la campagne électorale, le PCQ dévoilera progressivement son plan complet pour aider les familles au Québec.

**2**

## **Favoriser l'accès à une pluralité d'options de garde abordables**

Financer chaque enfant, plutôt que seulement ceux qui fréquentent un service de garde reconnu, tout en maintenant le financement du réseau de garderies subventionnées, afin d'offrir aux parents un soutien équitable, quel que soit le mode de garde choisi.

**4**

## **Aider les locataires à faible revenu**

Investir dans des programmes existants comme l'Allocation-logement qui soutiennent concrètement les locataires à revenus modiques plutôt que de subventionner du béton en construisant des HLM.



## Contexte

*Depuis trop longtemps, les Québécois se trouvent pris dans un étau : d'un côté, la soumission tranquille à un fédéralisme centralisateur; de l'autre, la séparation radicale dont ils ne veulent pas.*

*La situation demeure figée parce que les fédéralistes n'ont aucun appétit pour exercer un véritable rapport de force envers Ottawa, tandis que les souverainistes n'ont aucun intérêt à améliorer un pays dont ils veulent se séparer.*

# Autonomie du Québec & des régions

**Une forteresse pour tenir.  
Des ententes pour avancer.**



**L'élection de la CAQ en 2018 et en 2022 aura brièvement permis de sortir de ce carcan.**

Mais les Québécois ont vite constaté que ce parti n'avait ni direction, ni plan, ni vision. Nous sommes donc revenus à la case départ.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral intervient de plus en plus dans les champs de compétence du Québec.

Par ses programmes conditionnels, ses normes pancanadiennes et son pouvoir de dépenser, Ottawa cherche à imposer ses priorités dans des domaines comme la santé, l'éducation, le logement, la culture, l'immigration et l'environnement.

Ces intrusions engendrent des dédoublements coûteux, diluent les responsabilités et réduisent la capacité du Québec de décider librement.

Le Québec doit sortir de cette impasse. Il n'a pas à choisir entre la résignation et la séparation.

Il doit défendre fermement ses compétences, accroître son pouvoir d'agir et contribuer à rebâtir un Canada plus respectueux de ses provinces et des nations qui le composent.

Le Parti conservateur du Québec propose une voie de sortie claire et rassembleuse.

Dans son livre *Destination autonomie*, publié au printemps 2026, Éric Duhaime nomme la véritable cause du problème : le fédéralisme toxique récurrent dont l'origine remonte à 1867.

Inspiré des succès obtenus par des provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan lorsqu'elles ont exercé une pression réelle sur Ottawa, il propose un plan sur mesure pour permettre au Québec d'avancer vers une destination précise : une véritable Confédération

respectueuse de la pleine souveraineté des provinces dans leurs champs de compétence.

Cette aspiration gagne du terrain dans plusieurs provinces, notamment au sein des gouvernements et des oppositions conservatrices à travers le pays.

La voie autonomiste du Parti conservateur du Québec repose sur trois piliers :



**Protéger  
systématiquement  
les champs  
de compétence du Québec  
contre les intrusions  
fédérales**



**Transformer  
le rapport de force  
en gains concrets,  
durables et mesurables**



**Consolider le Québec  
de l'intérieur en affirmant  
clairement son identité  
nationale**

# Nos principes

## **LA PLEINE SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC DANS SES CHAMPS DE COMPÉTENCE**

De nombreux jugements des tribunaux supérieurs l'ont confirmé noir sur blanc : dans leurs champs de compétence exclusifs, les provinces sont pleinement souveraines. Le gouvernement fédéral ne peut empiéter sur leurs droits. Pourtant, il le fait à répétition. C'est inacceptable. Le Québec doit défendre ses compétences avec constance, fermeté et détermination.

## **UN NATIONALISME QUI RASSEMBLE TOUS LES QUÉBÉCOIS**

L'autonomie est la seule voie qui permette de rassembler les trois peuples fondateurs du Québec et tous ceux et

celles qui ont choisi d'y vivre, quelle que soit leur origine ou leur langue maternelle. Le Québec doit affirmer son caractère français tout en reconnaissant pleinement la contribution de sa minorité historique anglo-qubécoise et la place particulière des nations autochtones.

## **UNE VÉRITABLE CONFÉDÉRATION DE PARTENAIRES**

Les provinces ne sont pas des succursales du gouvernement fédéral. Le Canada doit redevenir une véritable Confédération fondée sur le respect des compétences, la coopération librement consentie et la reconnaissance des réalités distinctes de ses composantes. L'unité canadienne ne peut pas servir de prétexte à l'uniformisation.

## **LA FIERTÉ D'AGIR EN NATION**

L'autonomie ne consiste pas seulement à résister aux intru-

sions d'Ottawa. Elle consiste aussi à agir pleinement comme une nation.

**Le Québec doit assumer son histoire, défendre sa langue, valoriser sa culture, renforcer ses institutions**



# Le Parti conservateur s'engage à :

- **ADOPTER UNE LOI-BOUCLIER QUÉBÉCOISE**

Mettre en place un mécanisme permanent pour repérer, documenter et contrer les intrusions fédérales dans les champs de compétence du Québec.

- **NÉGOCIER DES GAINS D'AUTONOMIE CONCRETS**

Obtenir, dossier par dossier, des ententes asymétriques, des transferts de leviers et des retraits avec pleine compensation afin d'accroître concrètement la capacité d'agir du Québec.

- **RALLIER LES PROVINCES AUTOUR D'UNE CHARTE CONFÉDÉRATIVE**

Proposer aux autres provinces une Charte pour l'autonomie fondée sur le respect des champs de compétence, la coopération volontaire, la reconnaissance de l'asymétrie et le refus d'une centralisation excessive.

- **ADOPTER UNE CONSTITUTION QUÉBÉCOISE RASSEMBLEUSE**

Doter le Québec d'une constitution élaborée au terme d'un processus ouvert, non partisan et démocratique, qui reflète ce qui unit les Québécois et qui résiste aux majorités politiques passagères. Au cours de la campagne électorale, le PCQ dévoilera progressivement ses propositions pour un Québec plus fort et autonome.

- **REFONDER UN « NOUS » QUÉBÉCOIS PLUS FORT**

Affirmer clairement le caractère français du Québec et le rôle du français comme langue commune, tout en reconnaissant pleinement la place historique des nations autochtones et de la communauté anglo-qubécoise.

- **AFFIRMER LE QUÉBEC COMME NATION**

Réaffirmer le non-consentement du Québec au rapatriement constitutionnel de 1982, rouvrir le chantier d'une citoyenneté québécoise et engager une démarche rassembleuse afin de doter le Québec d'un hymne national.

# Passer de l'État-providence centralisé à un État des régions efficace, responsable et enraciné dans le territoire

## L'État québécois est à bout de souffle.

Les coûts explosent. Les services ralentissent. Les régions se dévitalisent. La bureaucratie s'alourdit. Les finances publiques sont sous pression. Les citoyens et les entreprises québécoises portent déjà l'un des fardeaux fiscaux les plus élevés en Amérique du Nord.

Depuis trop longtemps, le Québec est gouverné comme si les meilleures décisions devaient toujours être prises par l'État central, par les ministères, les fonctionnaires et les sociétés d'État du Québec.

L'État-providence, le modèle bureaucratique du Québec, ce modèle centralisateur qui prétend répartir la richesse équitablement, ne fonctionne plus.

Il ralentit les projets. Il multiplie les programmes. Il impose des règles mur à mur à des réalités qui sont pourtant très différentes d'une région à l'autre.

Il oblige les municipalités, les MRC et les organismes locaux à consacrer trop de temps à remplir des formulaires, à attendre des autorisations et à se conformer à des programmes décidés loin du terrain.

Et avec des frais et charges administratives toujours plus élevés.

Le financement provincial des municipalités se fait par plus de 200 programmes d'aide financière qui attribuent le financement par projet et qui mobilisent d'importantes ressources en reddition de comptes. De plus, ces programmes sont modifiés régulièrement, ce qui augmente l'imprévisibilité.

Pendant ce temps, les besoins sont urgents : routes locales, aqueducs, égouts, logements, infrastructures sportives et culturelles, développement économique, occupation du territoire, adaptation aux réalités agricoles, soutien aux communautés ressources, services de proximité et vitalité des villages.

Le PCQ croit qu'il faut changer de logique. Changer de paradigme.

Tout comme le Québec doit obtenir plus d'autonomie dans le Canada, les régions doivent obtenir plus d'autonomie à l'intérieur du Québec.

Et tout comme le Québec ne veut pas se faire imposer des décisions par Ottawa, les régions ne devraient pas se faire imposer des solutions mur à mur par Québec.

Les municipalités sont reconnues comme des gouvernements de proximité, mais cette reconnaissance demeure trop souvent théorique.

Dans les faits, elles assument de plus en plus de responsabilités sans toujours avoir les pouvoirs, les revenus prévisibles et la marge de manœuvre nécessaires pour agir efficacement.

Mais la réponse ne doit pas être d'augmenter encore les taxes et les impôts. La réponse, c'est de revoir le modèle québécois.

Le Québec ne peut plus se contenter d'un État qui compense les régions après coup. Il doit bâtir un État qui leur fait confiance dès le départ, qui régionalise par défaut en visant une réduction de la taille de l'État, et qui diminue les coûts associés à une gestion trop centralisée.

Le Québec doit adopter une posture pro-croissance dans tous les aspects de sa gouvernance.

## **LES TERRITOIRES DOIVENT POUVOIR PARTICIPER PLEINEMENT À LA PROSPÉRITÉ DU QUÉBEC.**

On ne peut pas simplement se contenter de vouloir éliminer la bureaucratie ou d'injecter davantage d'argent dans les mêmes structures. Il faut réinventer le modèle.

Dans les années 1970 et 1980, l'État-providence a joué un rôle important dans le développement des régions, notamment dans les infrastructures, les routes, la santé et l'éducation.

Mais le temps est venu de changer de paradigme.

Il faut passer d'un État-providence centralisé à un Québec des régions, si l'on veut éviter que le modèle actuel mène à l'affaiblissement, voire à la fermeture, de dizaines de villages.

Le Parti conservateur du Québec propose donc de passer de l'État-providence centralisé à un véritable État des régions : un État plus petit, plus efficace, plus responsable et plus près des citoyens.



# Notre vision

Un État des régions, c'est un État qui cesse de tout décider à partir de Québec (ou de Montréal).

C'est un État qui fixe les grandes orientations nationales, protège certains standards communs et exige une reddition de comptes claire, mais qui donne aux régions, aux MRC, aux municipalités et aux acteurs locaux le pouvoir de décider, de prioriser et de livrer les résultats.

## **UN ÉTAT DES RÉGIONS, C'EST :**

- Moins de lourdeur administrative;
- Moins de doublages;
- Moins de formulaires et de reddition de comptes;
- Moins de délais;
- Moins de gaspillage;
- Plus de décisions locales;
- Plus de confiance;
- De meilleurs résultats.

Le Parti conservateur du Québec croit que personne n'est mieux placé pour prendre une décision que ceux qui vivront eux-mêmes les effets de cette décision.

C'est le principe de subsidiarité : ce qui peut être décidé localement doit l'être localement. Le gouvernement ne doit prendre en charge que les tâches que les niveaux inférieurs sont incapables d'accomplir seuls.



# Nos principes

## **LA DÉCENTRALISATION**

Les décisions doivent être prises le plus près possible des citoyens. Québec doit arrêter de gérer mur à mur des réalités qui varient profondément d'une région à l'autre.

Les priorités en logement, en transport, en immigration, en développement économique, en ressources naturelles, en énergie, en agriculture ou en infrastructures ne sont pas les mêmes à Montréal, à Rimouski, en Abitibi, sur la Côte-Nord, en Gaspésie, dans la Capitale-Nationale, dans une petite MRC rurale ou dans une région ressource. Les régions doivent pouvoir adapter les moyens à leur réalité.

## **LA CAPACITÉ DE PAYER**

Les citoyens sont déjà surtaxés. La réponse aux pressions municipales ne doit pas être une nouvelle facture pour les contribuables. Elle doit être une réforme du fonctionnement de l'État. C'est à l'État de se serrer la ceinture, pas aux citoyens.

Le PCQ veut réduire le gaspillage, abolir les dédoublements inutiles et remplacer les programmes destinés aux municipalités par des transferts plus directs, plus prévisibles et moins bureaucratiques vers les régions.

## **L'EFFICACITÉ**

Chaque transfert de pouvoir doit améliorer les services, réduire les délais ou permettre une meilleure utilisation de l'argent public. La décentralisation ne doit pas servir à déplacer la bureaucratie.

Elle doit servir à la réduire. Le Québec n'a pas besoin d'un État plus gros. Il a besoin d'un État plus efficace.

## **LA RECONNAISSANCE RÉELLE DES GOUVERNEMENTS DE PROXIMITÉ**

Les municipalités sont les gouvernements les plus près des citoyens. Elles connaissent les besoins du terrain : les quartiers, les villages, les routes locales, l'eau potable, les eaux usées, le logement, les loisirs, la sécurité publique et les infrastructures.

Reconnaître réellement les municipalités comme gouvernements de proximité, ce n'est pas leur transférer des problèmes.

C'est leur donner des pouvoirs et des ressources réels, des responsabilités claires, des revenus prévisibles et le respect de leur autonomie.

# Le Parti conservateur s'engage à :

1

## CRÉER DES TABLES RÉGIONALES DÉCISIONNELLES

Le Parti conservateur du Québec mettra en place des tables régionales décisionnelles, en s'appuyant sur les tables des préfets et les structures régionales existantes.

Ces tables régionales décisionnelles auront pour rôle de déterminer les priorités régionales et d'allouer certaines enveloppes transférées par Québec. Elles seront un lieu de décision efficaces, imputables et enracinés dans le territoire.

Elles pourront intervenir dans plusieurs dossiers, notamment :

- Les infrastructures régionales (sportives, culturelles, etc.;
- Le développement économique;
- L'immigration régionale;
- L'occupation du territoire;
- Les ressources naturelles;
- Les priorités locales d'investissement;
- Certains fonds dont les programmes sont actuellement gérés par les ministères sectoriels.

Les ministres responsables des régions auront aussi un rôle réel dans cette instance de gouvernance régionale.

Ils ne doivent plus seulement annoncer des programmes décidés ailleurs. Ils doivent avoir des responsabilités claires, des pouvoirs réels et un mandat formel de coordination interministérielle dans leur territoire.

Un ministre régional ne doit pas être seulement le porte-parole de Québec en région.

Il doit être la voix de sa région à Québec et avoir les pouvoirs d'agir sur le territoire dont il est responsable.

Il devra s'assurer que les décisions gouvernementales tiennent compte des réalités régionales, que les ministères travaillent ensemble et que les priorités locales soient portées efficacement au gouvernement.

Il devra aussi collaborer directement avec les tables régionales décisionnelles.

L'objectif n'est pas de créer une nouvelle bureaucratie.

**L'objectif est de rendre le gouvernement imputable devant les régions.**

## TENIR UN SOMMET DU MONDE MUNICIPAL ET RÉGIONAL

Un gouvernement conservateur tiendra un sommet du monde municipal et régional avec l'UMQ, la FQM, les municipalités, les MRC et les tables des préfets.

Ce sommet aura un mandat clair : revoir le partage des pouvoirs, des responsabilités et des revenus entre Québec et les gouvernements de proximité. Il devra aussi mener à un véritable plan pour la ruralité.

Ce sommet devra répondre à quatre questions:

- Quels pouvoirs doivent quitter l'État central ou les sociétés d'état pour être exercés plus près du terrain?
- Quels sont les dédoublements administratifs à éliminer?
- Quels mécanismes de reddition de comptes permettront de garantir des résultats concrets, à moindre coût pour les citoyens?
- Quels changements législatifs et réglementaires seront nécessaires?

Deux principes feront partie de l'assise du Sommet :

**Plus jamais de nouvelles responsabilités sans les moyens financiers nécessaires pour les exercer, et plus jamais de nouvelles structures sans preuve qu'elles améliorent réellement les services.**



### OFFRIR PLUS DE FLEXIBILITÉ DANS LE REGROUPEMENT DES MUNICIPALITÉS

Le Parti conservateur du Québec veut donner plus de liberté aux communautés locales dans leur organisation municipale.

Les fusions forcées ont laissé des cicatrices dans plusieurs régions du Québec. À l'inverse, certaines municipalités pourraient souhaiter se regrouper pour obtenir plus de poids, plus de services ou plus de capacité d'action.

Notre approche sera fondée sur la liberté locale et la décision démocratique.

Nous voulons faciliter les regroupements volontaires, prévoir des budgets de transition lorsque nécessaire et permettre aux citoyens de se prononcer lorsque l'organisation municipale ne correspond plus à leur réalité.

Le but n'est pas d'imposer une carte municipale depuis Québec. Le but est de permettre aux communautés de s'organiser intelligemment.

L'idée est simple : lorsque des municipalités voisines partagent une même communauté d'appartenance, des services communs, des enjeux économiques ou territoriaux semblables, elles devraient pouvoir se regrouper et se voir attribuer les pouvoirs actuellement exercés par les MRC.

Une entité issue d'un regroupement volontaire pourrait ainsi, si elle respecte des critères à déterminer, obtenir un statut élargi et exercer davantage de responsabilités.

Le principe est clair : les MRC ne doivent pas exister seulement parce qu'une loi le décide.

Elles doivent correspondre à de vrais besoins, à de vraies communautés et à une gouvernance utile.

Les municipalités qui veulent unir leurs forces doivent pouvoir le faire. Celles qui veulent conserver leur autonomie locale doivent aussi être respectées.

De même, si des communautés croient que leur situation serait meilleure sans appartenir à leur ville ou MRC actuelle la défusion devrait également être possible sans entrave.



## 4

### **PARTAGER RÉGIONALEMENT LES REDEVANCES LIÉES À L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES**

Les régions qui accueillent le développement des ressources naturelles et énergétiques doivent participer davantage aux décisions et recevoir une part plus importante des retombées.

Pendant trop longtemps, les richesses ont été extraites ou développées dans les territoires pendant que les décisions et les revenus remontaient vers Québec.

#### **Cela doit changer.**

Le PCQ proposera un nouveau mode de redistribution régionale des retombées liées aux ressources naturelles et énergétiques : forêt, mines, hydroélectricité, éolien, biomasse, gaz naturel, minéraux critiques et ressources stratégiques.

Une part significative des redevances et revenus devra retourner dans les régions qui accueillent le développement.

Cette redistribution permettra d'augmenter la désirabilité des activités économiques liées aux ressources naturelles et vise à corriger le déséquilibre vécu par les régions ressources, notamment celles qui contribuent fortement à la richesse collective tout en assumant des pressions importantes sur leurs infrastructures, leur logement, leurs services municipaux et leur capacité d'accueil.

Le PCQ veut également accélérer les projets en ressources naturelles et énergétiques avec les communautés.

Le Québec possède des ressources stratégiques, mais trop de projets restent bloqués dans les délais, les silos administratifs et l'incertitude réglementaire.

Développer nos ressources plus efficacement, plus rapidement et avec une meilleure acceptabilité sociale signifie :

- Une meilleure participation des MRC et des municipalités aux décisions territoriales;
- Des processus d'autorisation plus prévisibles; une consultation locale plus structurée;
- Des retombées économiques visibles pour les communautés;
- Une part régionale des revenus liés aux ressources;
- Un meilleur équilibre entre développement économique, sécurité énergétique, environnement et acceptabilité sociale.

**Le Québec ne peut pas prétendre réussir sa transition économique et énergétique tout en bloquant constamment les projets dont il a besoin.**

Il faut développer nos ressources avec rigueur, avec respect, mais aussi avec courage.

Le PCQ s'engage aussi à revoir le régime forestier dès la première année du mandat.

## ABOLIR LES PROGRAMMES MUNICIPAUX MUR À MUR ET VERSER LES FONDS DIRECTEMENT AUX RÉGIONS

Le PCQ mettra fin à la multiplication des programmes mur à mur qui obligent les régions, les MRC et les municipalités à courir après Québec pour financer leurs priorités.

Plus du cinquième des revenus des municipalités proviennent des autres ordres de gouvernement. L'argent public est enfermé dans des programmes rigides, avec des critères décidés par l'État et déconnectés du terrain, des formulaires interminables, des délais administratifs et des appels de projets qui placent les régions en compétition les unes contre les autres.

Cette approche coûte cher, ralentit les projets et détourne les élus locaux de leur vraie mission : servir les citoyens. Selon une étude commandée par l'UMQ (Union des municipalités du Québec), les quelque 200 programmes provinciaux de financement des infrastructures municipales, de par leur spécificité, leur complexité et leur instabilité, causent des surcoûts de 328 millions \$ et nécessitent l'équivalent de 4 100 employés municipaux pour la reddition de comptes. L'Étude suggère qu'environ autant de fonctionnaires provinciaux seraient attirés au traitement de tous ces dossiers.

Le PCQ abolira tous les programmes de financement des municipalités qui créent de la paperasse excessive, des délais inutiles et des coûts administratifs élevés. Les sommes actuellement consacrées à ces programmes seront regroupées et versées directement aux tables régionales décisionnelles, selon une formule stable, transparente et prévisible.



Cette réforme permettra de réduire le gaspillage, de diminuer la paperasse et d'accélérer la réalisation des projets. Au lieu de forcer les municipalités à courir après des programmes, Québec transférera les moyens aux régions et leur fera confiance pour dépenser l'argent là où sont leurs priorités.

L'argent public doit suivre les priorités du terrain, pas les réflexes de la bureaucratie. Le PCQ proposera de s'inspirer de la clé de répartition utilisée pour le transfert du point de TVQ aux municipalités.

L'objectif n'est pas d'augmenter les taxes. L'objectif est de mieux utiliser l'argent public déjà disponible, en réduisant les frais administratifs, les doublages et les délais liés aux programmes actuels.

Les municipalités et les régions doivent pouvoir planifier. Elles ne doivent pas dépendre constamment d'appels de projets incertains, de programmes qui changent ou de décisions prises loin du terrain.

### Mesures complémentaires

# Régionaliser l'immigration

Le Québec a besoin d'immigration, mais il a surtout besoin d'une immigration mieux répartie, mieux intégrée et mieux arrimée aux réalités du terrain. Les régions doivent participer réellement à la planification de l'immigration.

Chaque région doit pouvoir établir ses besoins, sa capacité d'accueil et ses priorités d'intégration avec les municipalités, les MRC, les employeurs, les établissements d'enseignement, les organismes communautaires, les services de francisation et les partenaires du logement. L'immigration ne doit pas être seulement une cible statistique. Elle doit être un projet d'intégration réussi, porté par les communautés qui accueillent.

## Inscrire l'autonomie des régions dans une future constitution québécoise

Le Parti conservateur du Québec propose de doter le Québec d'une constitution québécoise rassembleuse. Cette constitution devrait reconnaître non seulement l'autonomie du Québec dans ses champs de compétence, mais aussi le rôle essentiel des régions, des municipalités et des MRC comme gouvernements de proximité.

Le Québec ne sera véritablement fort que s'il est solide de l'intérieur.

Reconnaître l'autonomie des régions, c'est reconnaître que la nation québécoise ne se résume pas à son gouvernement central. Elle vit aussi dans ses villages, ses villes, ses MRC, ses territoires agricoles, ses régions ressources, ses communautés côtières, ses milieux forestiers, ses quartiers et ses municipalités.

## Conclusion

Passer de l'État-providence centralisé à l'État des régions, c'est choisir un Québec qui fait confiance à son monde. C'est choisir des décisions plus près des citoyens.

Des projets qui avancent plus vite. Des services plus efficaces. Des régions qui ont enfin les moyens de leurs ambitions. C'est choisir moins de programmes mur à mur et plus de pouvoir réel sur le terrain. C'est choisir que nos forêts, nos mines, notre énergie, notre gaz naturel et nos ressources stratégiques servent aussi les territoires qui les portent.

C'est choisir que l'immigration soit réussie dans les communautés qui accueillent. C'est choisir que les municipalités soient enfin traitées comme de vrais gouvernements de proximité. C'est choisir que l'argent public suive les priorités du terrain plutôt que les réflexes de la bureaucratie. Redonner le pouvoir aux régions, c'est redonner des résultats aux citoyens. Au cours de la campagne électorale, le PCQ dévoilera progressivement son plan complet pour l'autonomie des 17 régions du Québec.



**BELLECHASSE**  
AVEC  
**DUHAIME**

**BELLECHASSE**  
**DUHAIME**

## Nos coordonnées

### Adresse

C.P. 23529 boul. Maurice-Duplessis,  
Montréal, QC. H1E 7R1

### Téléphone

+1 (581) 333-0677

### Courriel

[info@conservateur.quebec](mailto:info@conservateur.quebec)

